

La collectivité franco-ontarienne : une présence historique liée à son développement socioéconomique

David Welch

Numéro 20, automne 2005

La vitalité des communautés francophones du Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005341ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005341ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Welch, D. (2005). La collectivité franco-ontarienne : une présence historique liée à son développement socioéconomique. *Francophonies d'Amérique*, (20), 123–132. <https://doi.org/10.7202/1005341ar>

LA COLLECTIVITÉ FRANCO-ONTARIENNE : UNE PRÉSENCE HISTORIQUE LIÉE À SON DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE

David Welch
École de service social
Université d'Ottawa

Le but du présent texte¹ n'est pas de faire une étude en profondeur de la communauté franco-ontarienne mais de mettre en lumière certains fondements historiques qui permettent de saisir l'émergence, le développement et l'existence actuelle de cette même communauté. Ainsi, nous nous proposons de brosser un tableau de quelques-unes des transformations socioéconomiques ayant marqué le développement de la communauté. Nous voulons montrer que ce processus, au cours des années, a entraîné la création de nouvelles institutions et pratiques sociales qui ont à leur tour amené l'émergence d'un sentiment identitaire propre à la communauté franco-ontarienne.

La toile de fond sous-tendant l'analyse est aussi tissée à partir de deux observations. Premièrement, depuis les débuts de son histoire, la communauté franco-ontarienne n'a pas été une victime passive de ces changements, mais un acteur engagé dans la transformation de sa réalité. Enfin, c'est en reconstituant cette histoire collective qu'elle sera en mesure de faire face aux transformations actuelles et leur donnera une nouvelle finalité.

Les formes socioéconomiques particulières de la communauté franco-ontarienne

L'Est ontarien

L'industrie forestière de la vallée de l'Outaouais a amené les premiers Canadiens français dans l'est du Haut-Canada au commencement du XIX^e siècle. Des milliers d'hommes ont travaillé comme saisonniers dans les bois durant l'hiver et comme draveurs sur la rivière des Outaouais et le fleuve St-Laurent chaque printemps, retournant à leurs fermes dans le Bas-Canada au terme de la saison. Graduellement, des hommes occupèrent des postes dans les moulins à scie de la vallée de l'Outaouais, plus particulièrement à Hawkesbury et à Wrightown (Hull). Au début des années 1840, les Canadiens français commencèrent à occuper des terres dans les comtés de Prescott et Russell.

Plusieurs raisons expliquent l'arrivée rapide des Canadiens français dans les comtés de l'Est. La crise agricole qui frappe le Québec, tout au long du XIX^e siècle, entraîne les

fermiers canadiens-français à chercher des lots près des basses terres de la vallée du St-Laurent. Dans les comtés de Prescott et Russell, les colons anglophones s'étaient montrés peu intéressés aux fonds argileux, laissant un grand éventail de terres bon marché, vacantes et disponibles, appartenant à des propriétaires absents. Plusieurs Canadiens français connaissaient déjà bien la région de l'Est de l'Ontario, en raison de leur expérience dans les camps de bûcherons.

À la suite de la répression dans le Haut et le Bas-Canada, provoquée par les rébellions avortées de 1837-1838, le pouvoir colonial britannique a proclamé l'Acte d'union du Canada en 1841, consacrant ainsi la vallée de l'Outaouais comme partie d'une province unifiée. Même si la région était liée officiellement au diocèse catholique de Kingston, elle était certainement plus accessible de Montréal. Ainsi, en réalité, le diocèse était-il administré par le diocèse de Montréal, alors sous la direction de M^{gr} Bourget. Celui-ci envoya des missionnaires dans la région pour établir quelques missions et paroisses desservant la population catholique, laquelle était en ce moment-là en majorité irlandaise et écossaise. Pourtant, il y avait des Canadiens français, particulièrement dans les camps de bûcherons (Choquette, 1984 : 88). Soucieux de retenir les Canadiens français et de décourager leur émigration vers les États-Unis, M^{gr} Bourget commença à promouvoir activement la colonisation des Canadiens français dans l'Est ontarien au cours des années 1840.

Les Canadiens français venaient en famille, souvent avec de jeunes enfants. Pauvres et ne possédant qu'un petit capital, ils avaient tendance à acheter des terres bon marché, des lots de 15 acres dans les basses terres marécageuses. La petite superficie permettait à une grande population de s'établir dans la région. L'exiguïté des terrains rendait difficile la rotation des cultures, tandis que la minceur du sol cultivable ajoutait des difficultés dans plusieurs régions. Conséquemment, à l'instar des fermiers du Québec, la plupart des cultivateurs canadiens-français s'orientaient vers l'agriculture de subsistance, en opposition au développement d'une agriculture commerciale et spécialisée, que l'on retrouvait à la même époque dans le sud de l'Ontario et aux États-Unis. Encadrées par un conformisme religieux, encourageant la famille paysanne catholique et canadienne-française, les communautés canadiennes-françaises étaient alors le reflet d'une identité profondément canadienne, catholique et francophone, dont les frontières s'établissaient autour de l'expansion de la foi catholique et de la culture canadienne-française à travers les Amériques.

Pour augmenter leurs maigres revenus agricoles, les familles colonisatrices se sont orientées vers le travail forestier, lequel fournissait l'argent nécessaire pour acheter des semences et même parfois le capital nécessaire à l'achat d'une première terre. L'industrie forestière n'était pas qu'une source d'emploi; elle était aussi devenue, pour les fermiers de la vallée de l'Outaouais, une occasion de vendre du foin, des chevaux et de la nourriture aux compagnies forestières. Durant les années 1850, la Compagnie Eagan a employé 3 800 hommes dans ses camps, la Compagnie Gilmour, 1 000 hommes, et la Compagnie Hamilton, 500 hommes à temps plein et plus de 400 à temps partiel dans ses moulins à scie de Hawkesbury (Greening, 1972 : 134-136). Malgré son instabilité,

le secteur agroforestier a fourni de l'emploi aux jeunes hommes qui voulaient faire suffisamment d'économies pour acheter leur propre terre ou pour augmenter leurs possessions. Par conséquent, en 1871, plus de 87 p. 100 des familles canadiennes-françaises possédaient plus de 50 acres de terre (Gaffield, 1987 : 79).

Avec une population concentrée autour des camps de construction du canal Rideau, Ottawa était dans une situation différente du reste de la région. En 1828, la population atteignait 2 000 personnes, dont la moitié était catholique et le quart, canadienne-française (Vallières, 1980 : 65). En 1840, quand les premiers Canadiens français sont arrivés en grand nombre dans le reste de la région, Ottawa (appelé Bytown jusqu'en 1855), était le foyer de 1 064 Canadiens français. La population a augmenté, entre 1851 et 1871, de 7 760 à 21 541. L'industrie forestière continua de jouer un rôle-clé et, en 1871, il y avait sept moulins dans la région d'Ottawa, employant 1 192 hommes (Choquette, 1980).

La région de Penetanguishene et Lafontaine

La colonisation à Penetanguishene a commencé dans les années 1820 avec le déplacement de la base militaire de l'Île Drummond à la suite des changements de frontière entre le Canada et les États-Unis. Arrivés en 1828, les colons n'étaient pas des fermiers mais des voyageurs canadiens-français et des Métis ayant travaillé pour les autorités britanniques. La terre qu'on leur octroyait gratuitement dans la région autour du village de Penetanguishene était un gage de leur loyauté envers la Couronne et une reconnaissance du geste qu'ils avaient posé en quittant leurs foyers en sol américain pour demeurer des sujets britanniques. L'économie du village de Penetanguishene s'est développée rapidement grâce à la base militaire et navale et se fondait de moins en moins sur la traite des fourrures en déclin. En 1841, le prêtre de la paroisse de Penetanguishene, qu'on avait fait venir du Québec pour desservir les voyageurs francophones et catholiques, a commencé à encourager les gens de sa région natale à venir s'installer sur des terres de la région. Les colons canadiens-français sont donc arrivés en trois vagues de 1841 à 1870, colonisant les terres de Tiny Township sur le plateau entourant le futur village de Lafontaine. Ils ont rapidement dépassé en nombre les premiers colons. Plusieurs colons du troisième groupe, arrivés dans les années 1870 de l'ouest du Québec, près de la frontière ontarienne, ont d'abord travaillé dans l'industrie forestière de la vallée de l'Outaouais. Comme l'industrie forestière se déplaça vers la région de la baie Georgienne, dans la région du lac Huron, de nouveaux moulins à scie ont été ouverts à Penetanguishene, Midland, Victoria Harbour, Port Severn et à Waubauskene. Ces moulins garantissaient du travail pour les plus récents arrivants, alors que la plupart des meilleures terres étaient déjà prises. Le manque de terres a résulté dans le départ de nombreuses familles de la région en 1877-1878 vers l'ouest du Canada et vers les États-Unis (Marchildon, 1984).

Le Nord-Est ontarien ou le Nouvel Ontario

C'est la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique (de 1882 à 1883) dans la région qui a permis d'ouvrir le secteur situé entre Mattawa et Sudbury. Des milliers de Canadiens français du Québec et de la vallée de l'Outaouais, qui voulaient gagner suffisamment de liquidités pour s'acheter de nouvelles terres, ont travaillé dans les équipes de construction, essentiellement comme coupeurs de bois. Encouragés par le Canadien Pacifique qui avait besoin d'argent pour poursuivre ses travaux, des centaines d'anciens journaliers ont acheté des terres à bas prix des deux côtés du droit de passage de la voie ferrée². De plus, les chemins de fer ont stimulé l'essor de l'exploitation forestière en créant de nouveaux débouchés pour le bois d'œuvre, en fournissant des travailleurs expérimentés et en ouvrant de nouvelles régions boisées (Brandt, 1979 : 8). En 1898, le gouvernement de l'Ontario a promulgué des lois interdisant l'exportation de bois d'œuvre non dégrossi abattu sur les terres de la Couronne, contribuant ainsi à l'expansion des scieries sur le lac Huron et le lac Supérieur. En instaurant des lois semblables pour le bois destiné à l'industrie des pâtes et papiers en 1901, les entreprises américaines de papier journal ont ouvert de nouvelles papeteries à Espanola, Sault-Ste-Marie, Sturgeon Falls et, plus tard, plus au nord à Iroquois Falls, à Smooth Rock Falls et à Kapuskasing.

En 1901, on comptait 15 384 Canadiens français (42 p. 100 de la population) dans le district de Nipissing (Brandt, 1979). Ils avaient tendance à s'installer dans des communautés homogènes, le long du chemin de fer du Canadien Pacifique où, souvent, la population était constituée jusqu'à 90 p. 100 de Canadiens français, même si les villages qui se trouvaient non loin de là étaient presque exclusivement anglophones³.

Après 1900, le gouvernement provincial a encouragé la colonisation britannique dans la « Little Clay Belt » autour du lac Témiscamingue, pour contrebalancer l'établissement de plus en plus significatif de Canadiens français sur le côté québécois du lac. Il a aménagé le *Témiskaming and Northern Ontario Railway* à partir de North Bay jusqu'à la région de Témiscamingue, puis jusqu'à Cochrane (Tucker, 1978). En plus de l'ouverture de la région à l'agriculture, il y a eu la découverte accidentelle de dépôts d'argent à Cobalt, qui a attiré des milliers de prospecteurs et de mineurs indépendants dans la région. Plus tard, les prospecteurs de la région de Cobalt ont fait d'importantes découvertes à Kirkland Lake et à Timmins. Contrairement à Sudbury, où il fallait des investissements de millions de dollars pour extraire et raffiner le nickel et le cuivre, ce qui ralentissait le développement, Cobalt était le camp minier des « pauvres » qui s'est rapidement développé avec une faible mise de fonds et une forte concentration de main-d'œuvre. Dès le début des découvertes, des Canadiens français peu fortunés du Québec, de l'est de l'Ontario et des environs de Sudbury, soit jusqu'à 30 p. 100 de l'ensemble de la population, ont travaillé comme mineurs. Certains des nouveaux arrivants ont occupé des terres et se sont établis avec leur famille dans la « Little Clay Belt » et dans le district de Porcupine, autour de Timmins.

La dernière période de la colonisation canadienne-française a eu lieu de 1913 jusque dans les années 30 lorsque, dans le Grand Nord, le Chemin de fer national

transcontinental a ouvert les terres très fertiles de la « Great Clay Belt ». Le gouvernement de l'Ontario, qui s'intéressait davantage au développement industriel à grande échelle qu'à celui de l'agroforesterie, a limité le nombre d'acres constitués d'arbres que les colons pouvaient abattre (essentiellement pour leur propre usage), limitant ainsi l'essor de petites entreprises d'exploitation forestière sous contrôle local qui opéraient de concert avec les agriculteurs pour répondre à leurs besoins. Il a plutôt accordé de grandes concessions à des groupes financiers internationaux (américains) qui ont aménagé une série de « villes de compagnies » autour de l'industrie des pâtes et papiers (Clark, 1971).

Malgré ces restrictions, les colons canadiens-français du Québec, qui s'étaient établis le long des voies ferrées dans les années 20 et 30 et qui étaient toujours à la recherche de terres, se sont révélés être les colons les plus tenaces et ont contribué à former la majorité de la population agricole. Cette fois encore, la plupart suppléaient aux maigres revenus de la terre en travaillant dans l'industrie forestière pendant l'hiver. Dans certains cas, l'agriculture s'est modernisée, car les terres étaient suffisamment fertiles et les marchés à proximité (D'Amour, 1980). Il semblerait cependant que, dans la plupart des cas, et même durant les années 40, l'industrie forestière se soit de plus en plus imposée dans toute la région située entre Cochrane et Hearst, en raison du nombre limité de débouchés, du climat rigoureux et des meilleures perspectives offertes par l'industrie forestière (Bernard, 1991). Donc, comme cela avait été le cas ailleurs, l'agroforesterie a contribué à ouvrir de nouvelles régions à la colonisation et a fourni une première base économique⁴.

Pendant la colonisation du nord-est de l'Ontario, de 1880 aux années 1930, la puissance et l'influence de l'Église catholique canadienne-française étaient à leur apogée⁵. Comme celle-ci disposait de ressources financières importantes et d'un grand nombre de religieux, elle a favorisé la colonisation du Nord-Est grâce à son zèle messianique. Ses jeunes prêtres, connus sous le nom de « prêtres colonisateurs », aidaient les colons à acheter et à arpenter les terres ainsi que, dans certains cas, à dresser les plans de villages (généralement construits autour de la nouvelle église paroissiale) et à établir des institutions locales. En fin de compte, ce sont ces prêtres qui dirigeaient la plupart des activités sociales et politiques au sein des communautés, jouant le rôle de chefs de file spirituels et sociaux sur le plan sociétal. Les villages et hameaux canadiens-français se sont fortement inspirés de ceux qui avaient été établis dans l'est de l'Ontario et au Québec.

Comme la colonisation du Nord-Est s'est faite à différents moments, son développement économique n'a pas toujours eu le même aspect. C'est ainsi que les communautés rurales autour de Sudbury, qui ont été créées entre 1883 et 1900, étaient pour la plupart bien établies lorsque les premiers colons sont arrivés dans la région de Cochrane dans les années 20.

L'industrialisation et l'urbanisation

Ce fut la Politique nationale de 1879 qui accéléra le développement industriel avec ses « tarifs protecteurs », qui encouragèrent les Canadiens français à s'établir dans des

centres industriels de l'Ontario, de Cornwall jusqu'à la péninsule de Niagara. S'il y a une industrie qui s'est vite imposée, c'est celle du textile. Au Québec, en Ontario et dans les Maritimes, entre 1879 et 1885, le nombre de filatures de coton est passé de 35 à 54 (Schull, 1978 : 70). L'industrie canadienne grandissante du textile offrait aux fermiers canadiens-français du Québec une alternative aux filatures de la Nouvelle-Angleterre. À Cornwall, dans les années 1880, les filatures établies le long du canal Cornwall, récemment complété, ont employé 500 travailleurs parmi une population totale de 4 000 habitants. En 1891, alors que la ville comptait une population totale de 6 805 personnes, il y avait 2 319 Canadiens français employés dans des filatures (Sylvestre, 1984 : 103). Durant les années 30, malgré la dépression, Cornwall continuait à prendre de l'expansion, avec l'arrivée de Courtauld Viscose Rayon, un géant du textile anglais, qui employa 600 nouveaux travailleurs. En 1931, Cornwall comptait 11 126 habitants, dont 4 846 Canadiens français, qui constituaient le plus important groupe ethnique (Sylvestre, 1984 : 103)⁶.

Dans la même période, Toronto s'étendit rapidement, avec une population passant de 56 072 en 1871 à 86 415 en 1881. Comme Cornwall, la ville attira des Canadiens français à titre de travailleurs non spécialisés, dont le nombre passa de 572 en 1871 à 2 230 en 1881. Entre 200 et 300 travailleurs canadiens-français étaient concentrés à l'industrie Gendron Manufacturing, une compagnie franco-américaine se spécialisant dans les carrosses en osier pour bébés, dont la politique d'embauche favorisa les Canadiens français spécialisés dans le travail de l'osier (Trudel et Fortier, 1987).

Les Canadiens français à Welland sont arrivés à une date ultérieure, mais ont emprunté la même trajectoire. L'Empire Cotton Mills, établi en 1913, a connu des pénuries de main-d'œuvre durant la Première Guerre mondiale. Pour pallier ce manque, il a envoyé le gérant de l'usine en 1918 à St-Grégoire de Montmorency, un lieu du textile au Québec où un autre Empire Cotton Mills existait, pour recruter des travailleurs. En 1919, 40 familles sont arrivées du Québec (Schneiderman, 1972; Trudel 1982).

Ces trois exemples illustrant l'arrivée de main-d'œuvre canadienne-française dans des industries du sud de l'Ontario permettent certaines observations. Dans presque tous les cas, on observe que les travailleurs étaient non spécialisés, fréquemment mobilisés dans l'industrie du textile. Comme c'était le cas au Québec et en Nouvelle-Angleterre, ces industries offraient, aux enfants, un travail bon marché qui venaient rehausser les salaires insuffisants gagnés par le père, les frères et les sœurs plus âgés. Vivre au cœur de ces centres industriels permettait une amélioration de la situation économique familiale, car les salaires étaient meilleurs qu'au Québec. La population canadienne-française à Cornwall et à Welland, voire même, à Toronto, était concentrée autour des églises paroissiales fondées dès que la population avait atteint un nombre suffisant. Ainsi présente dans des quartiers-clés, elle pouvait tout à la fois combler ses besoins spirituels, former des organisations sociales et s'assurer que ses enfants reçoivent un enseignement dans la langue française. La paroisse canadienne-française à Cornwall fut fondée en 1884, celle de Toronto en 1887 et celle de Welland en 1919, assurant dès le début un centre religieux et culturel pour les communautés grandissantes.

Bien qu'il y ait eu cette tendance à exploiter le travail des enfants au maximum, le système d'éducation a suivi de près l'arrivée des Canadiens français du Québec et la fondation des paroisses. À Cornwall, une école bilingue fut établie en 1885 (devenue française en 1886); à Toronto, en 1890, le curé de la paroisse enseignait à 76 élèves (Juteau-Lee, 1967 : 15); à Welland, il y avait une école privée de langue française en 1920. Les écoles de Welland et de Cornwall étaient de langue française et celle de Toronto, bilingue. Dans tous les cas, la langue française a trouvé une place au foyer, à l'école et dans la vie paroissiale. Par conséquent, les Canadiens français de Welland, de Cornwall et, à un degré moindre, de Toronto ont développé un souci constant de préserver la langue française.

Les institutions franco-ontariennes : miroirs du développement socioéconomique de la communauté et base de la création identitaire

Nous pouvons constater que depuis le début de la colonisation en Ontario, la population franco-ontarienne a joué un rôle actif dans le développement de la province (Jaenen, 1993; Welch 1994). Installés dans des villages et des quartiers relativement homogènes, les Canadiens français, déménagés en Ontario, conservent beaucoup de leurs traditions ainsi que de leurs représentations culturelles et idéologiques. Dans l'Est ontarien, la région de Penetanguishene et dans le Nord-est ontarien, l'agroforesterie, comme principal agent économique, a permis le développement d'une masse critique suffisante pour permettre la fondation de paroisses, d'écoles, d'organismes sociaux et, plus tard, de coopératives et de caisses populaires qui reflètent la réalité économique et sociale des francophones et forment un réseau plus ou moins autonome de services. En milieu urbain, où souvent la population canadienne-française était concentrée dans certains quartiers, généralement les services offerts à la population canadienne-française, tels que les hôpitaux, les orphelinats, les foyers pour mères célibataires et les hospices pour personnes âgées, ont été fondés par des congrégations religieuses et fonctionnaient partiellement ou entièrement en français, particulièrement dans l'Est et le Nord-est ontarien. Avec le temps, plusieurs de ces services, tout en demeurant d'allégeance catholiques, ont été divisés sur une base linguistique.

Ces institutions, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, continuent à être des mécanismes importants dans la conduite de la vie sociale, tout comme dans le contrôle et dans la distribution des ressources à l'intérieur de la communauté franco-ontarienne. Bien qu'elle soit encore aujourd'hui minoritaire dans sa propre province, la population franco-ontarienne ne se perçoit pas nécessairement comme telle dans son milieu; elle se voit plutôt comme faisant partie d'une société canadienne-française à plus large échelle.

La forme économique agroforestière, qui s'est étendue du Québec vers l'est et le nord-est de l'Ontario, ainsi que dans la région de Penetanguishene, a fait en sorte que le Canada français est demeuré une société économique et culturelle cohérente. En interaction avec des aspects plus traditionnels, le développement agroforestier a transformé cette société, facilitant ainsi son adaptation aux besoins des gens et des régions concernées. Néanmoins, dans les divers secteurs économiques, les Canadiens

français ont rarement accédé à des postes de direction. Ils étaient généralement bûcherons, cheminots semi-qualifiés, petits cultivateurs ou travailleurs d'usine. Le capitalisme et l'attitude de la majorité anglophone les excluaient des postes de commande dans les secteurs économique et politique, de même que dans beaucoup d'autres institutions contrôlées par la majorité. Quand les Canadiens français se sont installés en Ontario, ils ont vite appris que l'accès à certains statuts économiques leur était impossible.

Cependant, leurs stratégies économiques et sociales, leur esprit de débrouillardise et les solidarités locales, ont assuré leur survie en dépit de nombreux changements dans une société en effervescence (Berger, 1979 : 196). Leurs institutions autonomes et leur vie socioéconomique leur a permis « de continuer à vivre là où d'autres avaient disparu ou péri » (p. 199).

Conclusion

Dans l'ère mondialisée actuelle, où l'on assiste à une plus grande concentration de la richesse et la tendance vers une homogénéisation de la culture, il est utile de faire un retour en arrière pour mieux saisir comment une communauté, celle des franco-ontariens dans le cas qui nous intéresse, a réussi, dès le début de son histoire, à participer à son propre développement socioéconomique. Historiquement, et encore aujourd'hui, la communauté franco-ontarienne en est une qui vit et assume sa différence et son régionalisme dans le contexte plus large de la mondialisation. On n'a qu'à penser à la manière dont les travailleurs de la Spruce Falls à Kapuskasing se sont pris en main durant les années 90, geste auquel la population franco-ontarienne a participé activement.

Suivant ses premières expériences socioéconomiques qui ont permis le développement d'une masse critique, et les institutions qui en ont découlé avec le temps, la population franco-ontarienne a pu construire une identité qui demeure « la base ou le réservoir de créativité » (Cournoyer, 1997 : 44). « L'importance des cultures héritées n'est pas seulement sentimentale ou idéologique, mais bel et bien pratique, si l'on garde présent à l'esprit qu'une culture transporte des routines de sens et de comportement qui facilitent le vivre et l'agir ensemble » (Perret, 1995 : 315).

NOTES

1. Le présent texte a été rédigé en s'appuyant en partie sur des recherches antérieures de l'auteur. J'aimerais remercier François Larose, enseignant au CÉGEP du Vieux Montréal, pour ses commentaires extrêmement judicieux.

2. C'est dans ce contexte que nous pouvons situer l'histoire des jumelles Dionne. Les premiers colons sont arrivés avec l'installation du chemin de fer en 1882 à Corbeil, le village natal des quintuplées. Originaire de South Durham, dans les Cantons de l'Est, Olivier Dionne, le grand-père des quintuplées, avait travaillé dans les filatures de coton de la Nouvelle-

Angleterre avec sa conjointe avant de venir vivre dans la région en 1896. Au moment de la naissance des quintuplés, la paroisse de Corbeil comptait 104 familles, dont 102 étaient canadiennes-françaises (voir Welch, 1997).

3. Même après la fondation de Sudbury et la mise en valeur des mines dans la région avoisinante, les Canadiens français sont restés concentrés dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie forestière (Brandt, 1979). Les Canadiens français de Sudbury occupaient surtout des emplois non qualifiés et semi-qualifiés (Clark, 1971; Brandt, 1979). Les agriculteurs de la campagne environnante, qui étaient en grande partie des Canadiens français, ont axé leur agriculture sur le marché en expansion de Sudbury. Lorsque l'agriculture a progressivement décliné dans la région, en grande partie en raison de la pollution causée par les hauts fourneaux de Sudbury, les Canadiens français ont commencé à se tourner davantage vers les mines, où ils ont surtout travaillé en surface jusque vers la fin des années 30. En 1931, seulement 11,5 p. 100 des hommes des environs du Moulin à Fleur (un quartier canadien-français) travaillaient dans les mines; dix ans plus tard, on en comptait 30,5 p. 100 (Grimard et Vallières, 1986).

4. Il est intéressant de relever les différences dans les politiques établies par les gouvernements du Québec et de l'Ontario qui, tous deux, voulaient coloniser la région de la Grand Clay Belt (16 millions d'acres) entre 1913 et 1945. Le gouvernement de l'Ontario souhaitait un développement économique équilibré, car il avait décidé d'axer ses ressources en minerai et en bois d'œuvre en fonction des besoins du sud industriel de la province, plutôt que de chercher à encourager l'établissement de grandes colonies agricoles. Le Québec, dont la politique était autant d'inspiration idéologique qu'économique et qui croyait toujours, jusque vers la fin des années 40, que la colonisation était une solution économique pour les Canadiens français, octroyait de grandes subventions aux colons éventuels pour qu'ils n'exploitent pas simplement les terres, mais pour qu'ils s'y installent (Gourd, 1973; Sinclair, 1986). Durant les années 20, les Canadiens français constituaient la majorité des agriculteurs dans les deux districts (l'Abitibi, au Québec, et Cochrane, en Ontario). Le gouvernement de l'Ontario a mis fin à ses subventions plus limitées au cours des années 30, mais le Québec les a maintenues pendant une décennie encore. Donc, entre 1930 et 1950, la population agricole du district de Cochrane est passée de 10 541 à 11 722 habitants, alors que celle de l'Abitibi s'est accrue de 11 065 à 38 627 habitants.

5. Pour une étude plus approfondie de la mission messianique de l'Église catholique et de son rôle dans la colonisation, voir Morrissoneau, 1978.

6. Pour plus de détails sur la présence canadienne-française à Cornwall, voir Scheinberg et McIntosh, 1995; Deserres-Fobert, 1987.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY, François (1997), « Quel rôle pour l'économie sociale? », *Possibles*, vol. 21, n° 2, p. 65-81.
- BERGER, John (1979), *Pig Earth*, Londres, Writers and Readers Publishing Cooperative.
- BERNARD, Roger (1991), *Le travail et l'espoir*, Hearst, Le Nordir.
- BRANDT, Gail (1979), « The Development of French Canadian Social Institutions in Sudbury Ontario 1883-1920 », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. 11, n° 2, p. 5-12.
- CHOQUETTE, Robert (1980), *L'Ontario français, historique*, Montréal, Éditions Études Vivantes.
- CHOQUETTE, Robert (1984), *L'Église catholique dans l'Ontario français du XIX^e siècle*, Ottawa, Édition de l'Université d'Ottawa.
- CHOQUETTE, Robert (1987), *La foi, gardienne de la langue en Ontario 1900-1950*, Montréal, Bellarmin.
- CLARK, Samuel D. (1971), « The Position of the French-speaking Population in the Northern Ontario Industrial Community », dans Richard J. Ossenburt (dir.), *Canadian Society: Pluralism, Change and Conflict*, Scarborough, Prentice-Hall, p. 62-85.
- COURNOYER, Monique (1997), « Le travail : quelle crise? », *Possibles*, vol. 21, n° 2, p. 29-46.
- D'AMOUR, Michel (1980), *Moombeam 1913-1945*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario.
- DESERRES-FOBERT, Fernande (1987), *Marie-Louise Banville-Currier 1874-1965*, documentaire présenté à TVOntario, Cornwall, 17 juillet 1987.
- GAFFIELD, Chad (1987), *Language, Schooling and Cultural Conflict*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press.
- GREENING, William E. (1972), « The Lumber Industry in the Ottawa Valley and the American Market in the Nineteenth Century », *Ontario History*, vol. 62, p. 134-136.
- GRIMARD, Jacques, et Gaetan VALLIÈRES (1986), *Travailleurs et gens d'affaires canadiens-français en Ontario*, Montréal, Éditions Études Vivantes.

- GOURD, Benoit (1973), « La colonisation des Clay Belts du nord-ouest québécois et du nord-est ontarien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2, p. 235-256.
- JAENEN, Cornelius J. (1993), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- JUTEAU-LEE, Danièle (1967), *The Evolution of an Ethnic Urban Parish*, thèse de maîtrise, Toronto, University of Toronto.
- MARCHILDON, Daniel (1984), *La Huronie*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressource pédagogique (CFORP).
- MORISSONNEAU, Christian (1978), *La terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH.
- PERRET, Bernard (1995), *L'avenir du travail : les démocraties face au chômage*, Paris, Seuil.
- SCHNEIDERMAN, Eta (1972), *A Community Profile of Welland, Ontario's French-speaking Population*, thèse de maîtrise, University of Buffalo.
- SCHULL, Joseph (1978), *Ontario Since 1867*, Toronto, McClelland and Stewart.
- SCHEINBER, Ellen, et Robert MCINTOSH (1995), *The Mills of Cornwall: Family, Work and Ethnicity in a Late Nineteenth Century Ontario Town*, 74^e Congrès annuel de la Société historique du Canada, 25-27 août 1995, Montréal, UQAM.
- SINCLAIR, Peter (1986), « Agricultural Colonization in Ontario and Québec: Some Evidence from the Great Clay Belt, 1900-45 », dans Donald H. Akenson (dir.), *Canadian Papers in Rural History*, Ganaoq, Longdale Press, p. 104-120.
- SYLVESTRE, Paul-François (1984), *Cornwall*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressource pédagogique (CFORP).
- TRUDEL, Claude (1982), *Welland*, Ottawa, Association des enseignants franco-ontariens.
- TRUELLE, Clermont, et Pierre FORTIER (1987), *La paroisse du Sacré-Cœur : Toronto se raconte*, Toronto, La société d'histoire de Toronto.
- TUCKER, Albert (1978), *Steam into the Wilderness: Ontario Northland Railway, 1902-1962*, Toronto, Fitzhenry & Whiteside.
- VALLIÈRES, Gaetan (1980), *L'Ontario français par les documents*, Montréal, Éditions Études Vivantes.
- VALLIÈRES, Gaetan (1986), *Travailleurs et gens d'affaires canadiens-français en Ontario*, Montréal, Éditions Études Vivantes.
- WELCH, David (1994), « Formes socioéconomiques et identité franco-ontarienne dans le nord-est de l'Ontario. Étude socio-historique de développement économique », *Égalité*, n° 34 (automne), p. 46-80.
- WELCH, David (1997), « Les jumelles Dionne : cinq petites Franco-Ontariennes dans un contexte d'exclusion sociale, *Entre le quotidien et le politique : facette de l'histoire des femmes francophones en milieu minoritaire* », Ottawa, Le réseau national d'action éducation femmes.